

Nouvelles locales du vendredi 03 avril 2015

@rib News, 03/04/2015 **l'Politique** - Le S^{nat} burundais a approuv^é ce vendredi les noms des gouverneurs de six provinces. Le ministre de l'Int^{érieur}, qui ^{est} all^é expliquer ^à la Chambre haute du Parlement la pertinence de ces remplacements, a soulign^é que trois des six gouverneurs sont remplac^{és} pour avoir sign^é la p^{étition} demandant au pr^{ésident} de la R^{épublique} de ne pas briguer un troisi^{ème} mandat. Edouard Nduwimana a estim^é qu'^{ils} se sont ainsi r^{évolt}és contre l'^{autorité} du pr^{ésident} de la R^{épublique}. Ces gouverneurs sont : Tharcice Niyongabo qui remplace Anselme Nyandwi ^à Bubanza, Emmanuel Niyungeko qui remplace Marguerite Ntwengambabayé ^à Muramvya et Laurent Mbonihankuye correspondant de la RTNB ^à Karusi qui remplace Richard Nzokizwanimana ^à Karusi bien que ce dernier avait retir^é sa signature. D'^{autres} gouverneurs remplac^{és} sont celui de Bururi qui est remplac^é par Madeleine Bayize et celui de Bujumbura-rural remplac^é par Emmanuel Masumbuko. Il y a eu aussi approbation du premier gouverneur de la toute nouvelle province de Rumonge qui est Juv^{énal} Bigirimana. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

- Les organisations de la soci^{été} civile de la communaut^é de l'^{Afrique} de l'^{Est} viennent d'^{adresser} une lettre au pr^{ésident} tanzanien qui assure actuellement la pr^{ésidence} de cette communaut^é pour lui demander de suivre de pr^{ès} la situation politico-s^{ociale} au Burundi. Selon ces organisations, les statuts constitutifs de la communaut^é de l'^{Afrique} de l'^{Est} peuvent ^{être} viol^{és} en ce sens que le Burundi peut ^{être} conduit dans une p^{ériode} d'^{ins}titutions des d^{écisions} prises par ses dirigeants. Elles estiment aussi que les accords d'^{Arusha} et la Constitution du Burundi sont claires en ce qui est des mandats pr^{ésidentiels} et que donc cette question ne devrait pas poser de probl^{èmes}. Elles ajoutent aussi que les Imbonerakure doivent cesser ^{de} perturber la s^{écurité} des citoyens pour ne pas perturber la paix. Par ailleurs, elles estiment que la distribution des armes ^à la population civile de m^{ême} que des entra^{înements} paramilitaires que ces civils suivent sont de nature ^à mettre la paix en danger. Ainsi donc, elles demandent au pr^{ésident} Kikwete de mettre la pression sur le gouvernement de Bujumbura pour qu'^{il} prenne des d^{écisions} qui ne mettent pas en p^{éril} la paix ch^{èrement} acquise dans le pays de Mwezi Gisabo. Elles ajoutent ^{également} que la pers^{écution} de ceux qui ne veulent pas du 3^{ème} mandat de Nkurunziza doit aussi cesser pour laisser la chance ^à la d^{émocratie} de s'^{enraciner} d^{éfinitivement}. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

- La Commission Electorale Nationale Ind^{épendante} (CENI) affirme qu'^{elle} ne va pas accorder une prolongation de la p^{ériode} d'^{audit} ^à la recherche des documents exig^{és} pour se faire ^{lire}. Selon le porte-parole de cette commission, le calendrier ^{électoral} est connu de tout le monde depuis le mois de juillet de l'^{année} pass^{ée}. Ainsi, Prosper Ntahorwamiye ne voit pas l'^{opportunit}é de prolonger la p^{ériode} de collecte des documents n^{écessaires} pour des candidats qui ^{étaient} au courant des conditions exig^{ées} il y a de cela une ann^{ée}. Il leur demande plut^{ôt} de compl^{éter} ce qui leur manque pour ensuite les pr^{ésenter} dans les d^{éclairs} qui leur sont impartis. [rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

- La police indique que les personnes qui ont klaxonn^é ce jeudi pour r^{épondre} ^à l'^{appel} lanc^é par les organisations de la soci^{été} civile qui d^{énoncent} une probable candidature de Pierre Nkurunziza ^à la pr^{ésidentielle} prochaine ont viol^é l'^{article} 104 du code de la route et qu'^{elles} doivent payer une amende de 10.000. Selon le porte-parole de cette institution de la s^{écurité} int^{érieure}, le code routier dit que les klaxons sont destin^{és} ^à ^{éviter} un accident quand on est en train de conduire et cela doit se faire dans un petit laps de temps. OPC1 Liboire

Bakundukize pr^{écise} qu'^{un} usage abusif est sanctionn^é par le m^{ême} code comme par exemple ceux qui ont klaxonn^é pendant un temps long ce jeudi ^à 12h 20 minutes. Selon lui donc, m^{ême} si chacun a la libert^é de s'^{exprimer}, il doit le faire sans violer aucune autre loi en vigueur. Il pr^{écise} que la police a rep^{ér}é la majorit^é des v^{éhicules} qui ont klaxonn^é qui ont ^{été} par la suite saisis ce vendredi matin et qui seront lib^{érés} apr^{ès} avoir pay^é cette amende comme pr^{évu} ^à l'^{article} 535 du m^{ême} code. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

l'Justice - L'^{ancien} gouverneur de la province de Cibitoke Z^{éphyrin} Barutwanayo a pass^é sa premi^{ère} nuit ^à la prison centrale de Mpimba. Ce signataire de la p^{étition} demandant au pr^{ésident} de la R^{épublique} de ne pas briguer un 3^{ème} mandat ^à la t^{ête} du pays avait ^{été} convoqu^é par le parquet g^{énéral} pr^{ès} la Cour anti-corruption ce jeudi. Apr^{ès} son interrogatoire, il a ^{été} arr^{êté} sur le champ et conduit ^à Mpimba le soir de ce jeudi. Il a ^{été} accus^é de d^{étournements} de fonds quand il travaillait ^à l'^{inspection} g^{énérale} de l'^{administration} proches y voient une mani^{ère} de poursuivre et malmenier ceux qui s'^{opposent} au 3^{ème} mandat de Nkurunziza. Selon certaines informations en provenance de sa famille, il y aurait m^{ême} un plan de saisir ses biens qui se trouvent dans la province de Cibitoke. [isanganiro/bonesha/rpa]